

NOTIONS

Conflit

Le mot conflit désigne des phénomènes si divers qu'il est quelque peu difficile à conceptualiser. Il vient du latin *confligere* (*con-* : ensemble ; *fligere* : heurter, frapper) ou *conflictus* (choc, heurt, lutte, attaque). **Au sens le plus englobant, un conflit est une opposition entre deux ou plusieurs acteurs.** Il éclate lorsqu'un acteur, individuel ou collectif, a un comportement qui porte atteinte à l'intérêt d'autres acteurs. Il implique donc l'existence d'un antagonisme qui peut prendre diverses formes : un rapport entre des forces opposées, une rivalité ou une inimitié, une guerre, etc.

Seuils et échelles de conflictualité.

Il existe ainsi une échelle de la conflictualité qui va du désaccord à la tension et à la violence, en passant par un nombre plus ou moins grand de degrés intermédiaires.

Les conflits peuvent se distinguer les uns des autres par leur durée, qui est très variable, de quelques semaines à plusieurs décennies.

Ainsi un conflit n'est-il pas forcément synonyme de guerre, alors que toute guerre est une forme de conflit. La **guerre** peut être définie comme une violence collective organisée qui va de l'affrontement entre groupes sociaux (avant tout des Etats) à des luttes à l'intérieur d'un pays (guerre civile). Cette définition a été récemment étendue aux affrontements entre Etats et acteurs non étatiques, tels les groupes rebelles ou terroristes.

Par extension, la notion de guerre est employée pour décrire des formes d'hostilités ou de luttes entre groupes sociaux ou Etats n'allant pas jusqu'au conflit armé et sanglant, afin de souligner le degré d'opposition ou de tensions existant entre ces groupes.

On parle ainsi de guerre économique, commerciale, idéologique, de propagande, ou plus récemment de guerre des monnaies. Ces guerres n'en représentent pas moins des conflits. Ces derniers se résolvent le plus souvent entre Etats dans le cadre de négociations, au sein d'instances de régulations économiques (G20) ou commerciales (OMC).

Le statut social et politique du conflit est ambigu et sa fonction est un objet de débats anciens. Il peut-être défini comme un **phénomène inhérent au fonctionnement d'une collectivité humaine**, ce qui renvoie entre autres à l'idée célèbre d'état de nature, abondamment décrit dans la tradition philosophique européenne comme le stade précédant l'instauration de l'état social (Hobbes, Rousseau).

Hobbes : idée que les hommes sont naturellement poussés à entrer en conflit les uns contre les autres. Définit un conflit comme une situation de guerre de tous contre tous. Seule l'instauration d'un Etat souverain assez fort (ou d'un contrat social pour **Rousseau**) permet d'y mettre un terme.

Une autre tradition considère que le conflit n'est pas un phénomène nécessairement négatif. On peut en effet considérer qu'un conflit est le symptôme d'un mauvais fonctionnement social mais, inversement, **le conflit peut être défini comme un construit social**. Cela induit plusieurs idées : il peut être évité car il n'y a pas de fatalité ; il peut être un mode parmi d'autres de régulation des relations sociales ; il peut avoir une **fonction créatrice en donnant une impulsion à des changements** et en stimulant la recherche de compromis, dans le cadre d'un fonctionnement démocratique par exemple.

Il n'existe pas non plus de théorie générale des conflits internationaux ouverts. Pour les réalistes, ils sont inévitables car les relations internationales sont anarchiques, ce qui contraint les acteurs à

recourir à la violence armée. **Pour les marxistes**, les conflits opposent souvent des Etats du centre à des Etats de la « périphérie » et sont les révélateurs d'une lutte de classes. La guerre serait dépassée si la société communiste était instaurée. **Pour les libéraux**, la rareté des ressources pousserait des individus désireux de faire avancer leurs préférences à demander à leurs gouvernements de poursuivre des politiques incompatibles, ce qui créerait de la discorde. Mais le potentiel de conflit pousserait les Etats à dialoguer.

414 conflits en 2013

L'institut de recherche internationale sur les conflits de Heidelberg (HIIK) définit le conflit comme « **une divergence de position, une opposition d'intérêt autour de valeurs nationales, ancrées dans une certaine durée et opposant deux parties, qu'il s'agisse d'Etats, d'organisations ou de groupes organisés déterminés à défendre leurs intérêts et à atteindre leurs objectifs.** »

Son baromètre des conflits (disponible en ligne ou téléchargeable), publié annuellement depuis 1992, recense au total 414 conflits politiques en 2013 classés en 5 catégories selon leur degré de violence.

Ce classement distingue :

- les conflits latents : quand les revendications apparaissent
- les conflits manifestes : quand des moyens qui relèvent du champ des actions violentes sont utilisés, comme la menace de la violence, les sanctions, la pression verbale
- les crises : les acteurs ont recours à la force de temps en temps
- les crises graves : les acteurs ont recours à la force de façon répétée et organisée
- la guerre : intensité maximale du conflit. La violence est appliquée de manière continue et systématique, et les moyens utilisés sont considérables et les conséquences durables.

Le Baromètre des conflits 2013 dénombre 414 conflits politiques (contre 396 en 2012), 45 sont très violents (43 en 2012) – dont 20 guerres (18 en 2012). Avec 11 guerres (une première pour un tel score dans la région), l'Afrique subsaharienne arrive en tête des conflits très violents. Simon Ellerbrock, chef du groupe de travail « Conflits en Afrique subsaharienne » précise que « *l'énorme hausse du nombre de conflits très violents est due en partie à l'amélioration en permanence de la qualité des données disponibles* ». **Le Soudan et le Soudan du Sud** comptent à eux seuls cinq guerres. En Décembre, une nouvelle guerre a éclaté entre les partisans du Président du Soudan du Sud Salva Kiir et son ancien vice-Président Riek Machar – faisant des milliers de morts.

Dans la **République de Centrafrique** voisine, un pouvoir de transition s'est installé après la chute de Bangui aux mains des Séléka. Les opérations militaires menées conjointement par le gouvernement de la République démocratique du Congo et les brigades d'intervention de l'ONU ont abouti à un affaiblissement significatif des rebelles du M23.

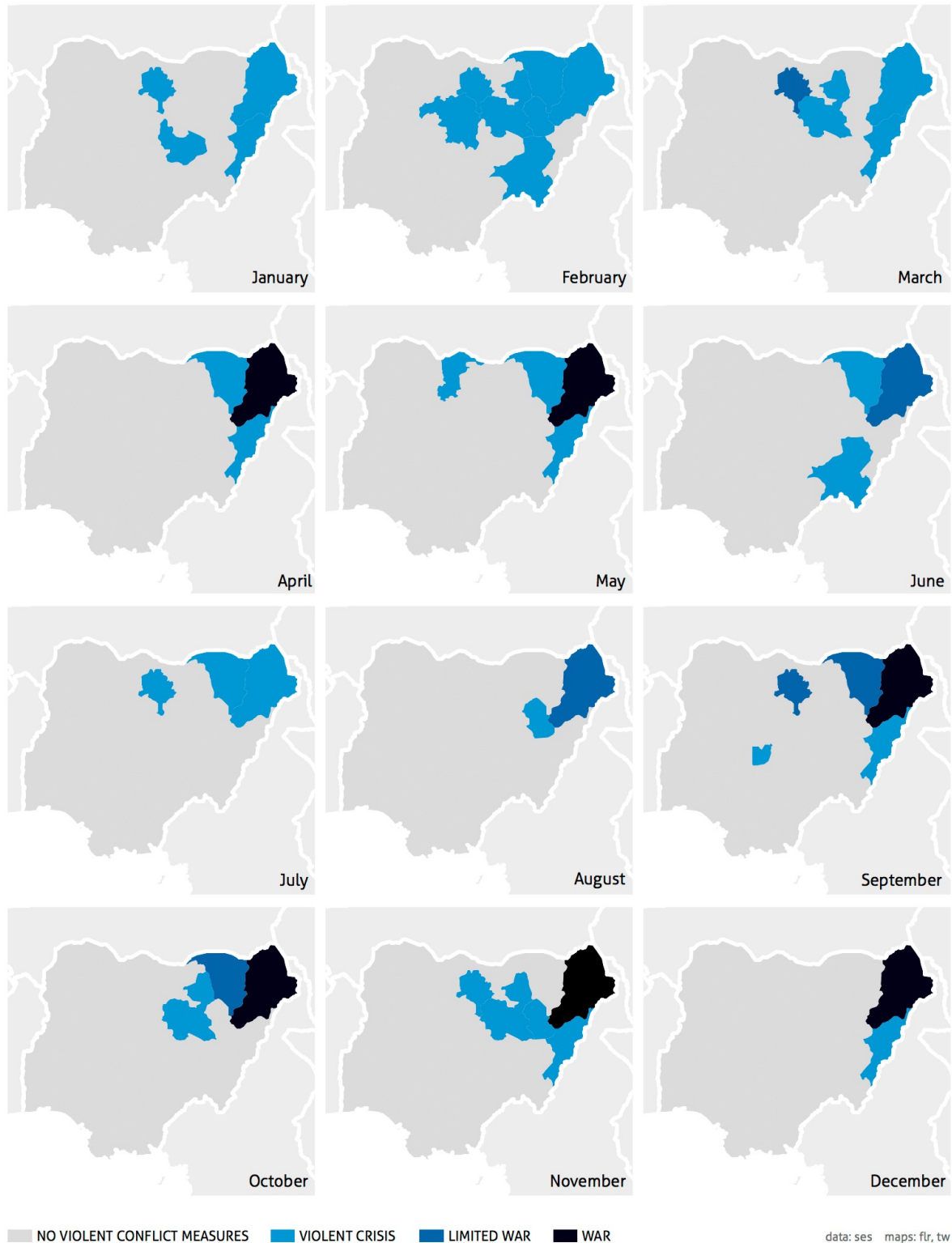
Au **Mali**, le gouvernement a réussi à reprendre le contrôle de grandes villes dans le nord du pays avec l'aide des troupes françaises, bien que des batailles aient continué contre des groupes islamistes nouvellement constitués.

La guerre en **Somalie** a conservé le même niveau de conflit très violent, comme le **Nigeria**.

Dans les Amériques, la violence a continué entre l'**État mexicain et différents cartels de la drogue**. En outre, des centaines de groupes d'autodéfense se sont formés dans le sud-ouest du pays, en lutte contre les cartels de la drogue et le gouvernement. (En regardant la carte de 2012, on note cependant un éloignement des violences par rapport à la frontière des États-Unis, ndlr). Pour la première fois depuis 2010, la Baromètre n'enregistre pas de conflit interétatique très violent, le conflit entre le Soudan et le Soudan du Sud étant plutôt en désescalade. Néanmoins, **onze crises interétatiques violentes** sont relevées, comme **entre la Syrie et Israël** ou les escarmouches en forte hausse le long de la **frontière indo-pakistanaise**.

Un exemple d'évolution d'un conflit : de la crise à la guerre

NIGERIA (BOKO HARAM)



Cependant, **il est difficile de catégoriser les conflits violents**. Les typologies sont nombreuses et il n'y a pas d'accord entre les organismes de recherche qui en donnent des définitions. L'**université d'Uppsala** parle de conflit armé actif à condition de recenser au moins 25 victimes par année calendaire. Elle distingue les conflits armés majeurs lorsque le nombre de morts est supérieur à 1 000 en une année, dans le cadre d'un conflit dont au moins un des acteurs est un gouvernement.

Cette typologie est critiquable de fait de la difficulté de recenser les morts dans un contexte de guerre, et surtout parce qu'elle ne prend pas en compte d'autres facteurs humains produits par les conflits : blessés, personnes déplacées et réfugiés, dommages matériels...

A l'inverse, l'Institut de recherche sur les conflits de Heidelberg, qui définit les conflits à partir de trois attributs seulement : acteurs, actions et objets, ne mentionne pas de condition nombre.

La notion de conflit présente l'avantage de pouvoir être déclinée dans un grand nombre de situations impliquant divers acteurs et objets à toutes les échelles de l'espace géographique.

Dans le champ des sciences sociales, **la géographie est bien outillée pour étudier les conflits** :

- Les conflits et les acteurs des conflits sont localisables. Et leur localisation est du ressort des géographes.
- La conflictualité, quelle que soit son échelle géographique et son intensité, entretient souvent une relation forte avec la territorialité. L'espace, approprié ou convoité, y tient souvent une place importante.
- L'espace géographique peut être le cadre, l'enjeu ou le simplement théâtre d'un conflit, voire les trois en même temps.
- Les conflits se déploient pour la plupart d'une certaine manière à la surface de la Terre : ils ont une spatialité qu'il est possible de décrire et de comprendre.
- La géographie apporte des éclairages originaux sur la conflictualité comme facteur d'organisation de l'espace apportant à celle-ci des modifications plus ou moins sensible et plus ou moins durable.

Un conflit est avant tout l'expression d'une rivalité sur un territoire. Plusieurs causes à cela :

- volonté de puissance,
- antagonisme ou appétits territoriaux,
- compétition économique,
- accès aux sources d'énergie,
- menaces sécuritaires sur les territoires ou leurs ressortissants,
- conflits idéologiques, nationaux, religieux et identitaires, etc.

Les conflictualités sont souvent dues à l'accès aux ressources

Dans un monde aux ressources limitées, l'accès à ces dernières est un enjeu suffisamment important pour que l'on décide de prendre les armes. La **polémologie** (science de la guerre) souligne le rôle crucial que l'accès aux ressources joue dans le déclenchement et la perduration des conflits. On notera en effet que **ce sont certaines régions riches en ressources naturelles** (hydrocarbures, minerais rares par exemple) **qui ont les potentiels de conflictualité les plus intenses** (delta du Niger, République démocratique du Congo, Caucase, par exemple).

L'accès aux ressources en eau est également un thème récurrent de conflictualité. Ainsi, au Moyen-Orient, l'eau qui alimentait les guerres mésopotamiennes est aujourd'hui une des composantes clé du contentieux sur le Golan concernant la Syrie, Israël, la Jordanie et les territoires palestiniens. En Afrique, la frange sahélo-saharienne connaît une conflictualité assez bien corrélée aux courbes de pluviométrie : compétitions pour les pâturages en zone pastorale et, plus au sud, confrontations entre agriculteurs et peuples pastoraux. En Somalie, la guerre des clans garde encore bien des caractéristiques des guerres pour l'eau et les points d'eau.

L'accès à la terre, les questions foncières, sont des éléments de conflictualité récurrents dans le monde.

Dans les pays en développement, les situations de conflit sont une entrave aux progrès de la démocratie et des droits de l'Homme, ils compromettent les performances économiques des États, une équitable redistribution des richesses et les efforts pour lutter contre la pauvreté.

Les conflits frontaliers

Selon **Y. Lacoste**, la frontière est politique car elle marque la limite territoriale entre deux pouvoirs politiques et parce que cette limite s'établit dans un rapport de force entre les deux entités. Il s'agit donc d'envisager les types de relations qu'il peut y avoir entre des espaces frontaliers. La frontière est ici une zone de contact, de frottements où s'exercent des tensions, des rapports de force qui peuvent conduire à des conflits entre deux entités territoriales. Ces conflits peuvent aboutir à une fermeture de la frontière. Cependant, ces situations conflictuelles évoluant rapidement, il y a divers degrés de fermeture de la frontière.

La frontière chaude renvoie à un conflit ouvert entre deux systèmes territoriaux. La frontière est contestée, l'espace frontalier est par conséquent instable. Il y a des tensions et des heurts. Une frontière chaude peut conduire à une redéfinition du tracé de la frontière. Ainsi, les frontières qui séparent la **Turquie du Kurdistan irakien, l'Inde du Pakistan**, peuvent être qualifiées de frontières chaudes.

Une frontière froide est marquée par l'**absence de relations entre les espaces** situés de part et d'autres de celle-ci. **Il y a conflit mais ce n'est pas un conflit avec affrontement direct.** L'intensité du conflit peut être importante mais celui-ci est gelé. Les deux systèmes territoriaux sont dans une stratégie de séparation ou de fossilisation. Les angles morts sont multipliés aux limites externes du système territorial. Il peut ainsi y avoir un no man's land entre les deux espaces autour de la ligne frontière (**frontière Corée du Nord/Corée du Sud** jusque récemment). La frontière est alors une barrière, c'est une frontière fermée.

Les conflits d'usage

Il existe par ailleurs des **conflits liés à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire**. Ces activités sont l'affaire des spécialistes mais ce sont aussi des questions politiques qui supposent des relations de pouvoir, des rapports de forces, des rivalités entre responsables et forces politiques, des affrontements entre des projets où s'expriment les intérêts divergents d'acteurs multiples (lobbys, citoyens, institutions, etc.). Le rejet de certains aménagements par les citoyens qui s'estiment lésés est désigné habituellement par le signe NIMBY (« not in my backyard »). **La croissance du nombre des acteurs impliqués dans l'aménagement à tous les niveaux est en soit un facteur de conflit.**

Les conflits d'usage sont liés aux modalités économiques et sociales de l'occupation des espaces. Ils engagent une grande palette d'acteurs (individus, groupes, entreprises, Etats et collectivités, etc.). **Ils portent sur l'utilisation**, et non sur le contrôle exclusif, **d'une portion d'espace déterminée ou d'une ressource dont divers acteurs souhaitent faire des usages incompatibles.**

Les exemples abondent de mobilisation contre tel ou tel projet d'aéroport, de rocade, d'autoroute, de voie TGV, de canal, etc. Les arguments avancés portent sur divers points : les problèmes de santé, de bruit, d'environnement ; les dialectiques de l'intérêt collectif face à l'intérêt individuel.

Ils peuvent conduire (rarement) à des affrontements. Les conflits d'usage sont réglés en général par des décisions judiciaires ou administratives et poussent à trouver des modes de décision fondés sur la concertation et la médiation. Il arrive, qu'une fois réalisé, tout le monde se réconcilie grâce aux avantages bien partagés du nouvel équipement.

Il existerait une corrélation entre la conflictualité et les dimensions sociodémographique (densité de population et structure sociale), économique (activité économique dominante et spécialisation productive) et politique (protection des espaces, régionalisme) des territoires.

Exemple : le projet du « Grand Paris »

Les conflits liés à l'environnement se multiplient. On sait par exemple que le réchauffement climatique a des effets indésirables : réduction des surfaces agricoles, plus grande fréquence des

sécheresses, moindres ressources en eau, submersion de certaines zones (îles, bas fonds, deltas) et réduction des terres habitables. La **péjoration environnementale**, combinée à certaines dynamiques sociales (pression démographique par exemple), **peut favoriser l'éclatement ou l'accentuation de conflits**. Plus largement, l'environnement entretient des liens dialectiques avec la conflictualité : il peut être à l'origine d'un conflit ; il peut contribuer à déterminer son déroulement ; il peut en subir les effets.

Guerre

Selon **Karl Von Clausewitz**, la guerre est un conflit armé opposant au moins deux groupes militaires organisés réguliers. Elle se traduit ainsi par des combats armés, plus ou moins dévastateurs et implique directement ou indirectement des tiers. Elle qualifie donc tous les conflits, qui ont pour principales caractéristiques, la force physique, les armes, la tactique, la stratégie ou la mort de certains de ses participants (soldats, résistants, francs-tireurs etc.) ou de tiers (civils, employés et membres des associations d'aide humanitaire, etc.).

Mais la guerre peut également être **économique** (dans le sens d'un conflit entre économies concurrentes dans le jeu des échanges internationaux, conflit d'où sortira un gagnant et un perdant) ou bien **psychologique** (l'utilisation de techniques psychologiques pour amener l'adversaire à penser qu'il est en position de faiblesse ou qu'il a intérêt à se rendre. C'est la guerre par les idées plutôt que par les armes matérielles.)

Urbicide

Le concept d'urbicide a été "inventé" pendant les guerres de décomposition de l'ex-Yougoslavie, mais il s'agit en réalité d'un phénomène plus ancien. Forgé dans l'idée du terme "génocide", l'urbicide a été défini par **Bogdan Bogdanovic**, l'ancien maire de Belgrade, architecte et enseignant de profession, pour désigner le "meurtre rituel des villes". L'urbicide désigne alors les **violences qui visent la destruction d'une ville non en tant qu'objectif stratégique, mais en tant qu'objectif identitaire**,

"comme si la ville était l'ennemi parce qu'elle permettait la cohabitation de populations différentes et valorisait le cosmopolitisme" (François Chaslin, *Une haine monumentale. Essai sur la destruction des villes en ex-Yougoslavie*, Editions Descartes & Cie, 1997).

L'identité urbaine est détestée parce que la ville est le lieu par excellence de la rencontre et de l'échange entre les populations. Cette entente entre des populations de différentes communautés qui forgent un mode d'habiter reposant sur le multiculturalisme, voire la cosmopolitisme, est alors une cible pour les belligérants qui cherchent à promouvoir la seule identité de leur communauté et à détruire les géosymboles de la rencontre des populations.

Spatiocide

Le spatiocide est également un concept récent, qui désigne une réalité bien plus ancienne. On le retrouve notamment dans les travaux du sociologue **Sari Hanafi** et du géographe **Jacques Lévy**, notamment dans le cas d'Israël et des territoires palestiniens. Dans leurs articles respectifs "*Spatiocide, réfugiés, crise de l'Etat-nation*" (Sari Hannafi, *Multitudes*, 2004-4, n°18, pp. 187-196) et "*Topologie furtive*" (Jacques Lévy, *EspacesTemps.net*, 28 février 2008, catégories Mensuelles), ils montrent que l'espace est une ressource utilisée par l'Etat israélien pour casser toute construction étatique palestinienne en rompant toute continuité territoriale. Le concept est ainsi opposé au génocide, pour montrer combien ces processus politiques d'annexion territoriale visent la terre en

tant qu'enjeu.

Géopolitique

La géopolitique est une discipline à l'intersection de la géographie, des sciences politiques et des sciences militaires, qui traite des relations entre pouvoir et territoire dans des contextes où l'étude porte sur des affrontements antagonistes, réels ou potentiels. Avec une approche des problèmes essentiellement fondée sur la dialectique, elle s'attache à l'analyse de la répartition des ressources et à leur effet sur les relations entre entités politiques. Rosière (2003) la définit assez justement comme une discipline spécialisée dans « **l'étude de l'espace considéré comme un enjeu** ».

Le terme « géopolitique » est apparu au début d'un 20ème siècle (Rudolf Kjellen, 1905) tourmenté par des conflits d'une ampleur inégalée, mais aussi touché par la généralisation de la forme démocratique et marqué par la mise en place d'un nouvel équilibre politique et économique mondial.

La géopolitique moderne fournit les informations qui guident les décisions des acteurs locaux, nationaux ou internationaux, dans un contexte de rivalités, de luttes, de pressions et/ou de frictions : à ce titre, elle est étroitement liée à la réflexion stratégique, à la géostratégie plus spécifiquement militaire, dont elle recouvre certains aspects.

Toutefois, ce positionnement n'a pas toujours eu précisément ces contours. A son origine, la géopolitique désignait plus étroitement l'étude de l'Etat en tant qu'organisme vivant disposant d'un corps spatial et soumis à des cycles de vie (naissance - maturité - déclin) déterminant ses variations frontalières. Cette approche originale des Etats a été initiée par l'Allemand **Friedrich Ratzel** (1844-1904), universellement considéré comme le père spirituel de la géopolitique. Quant au mot « Geopolitik », il a été proposé pour la première fois par le juriste Suédois Rudolf Kjellen (1864-1922), qui a poursuivi et développé la réflexion de Ratzel sur les Etats en tant qu'organismes. Ultérieurement, ce terme si sonore a rapidement conquis le monde universitaire germanique avant de s'imposer aux autres chercheurs, dont les francophones à la suite de la publication de l'ouvrage de **Jacques Ancel** (1879-1943) intitulé « *Géopolitique* » en 1936.

L'histoire de la géopolitique ne serait cependant pas complète si on n'évoquait aussi les heures sombres de cette approche entre les deux guerres mondiales. En effet, à partir de 1922 le général **Karl Haushofer** (1869-1946) reprend ce terme dans la revue *Zeitschrift für Geopolitik*, et étend le champ de ses applications en s'adressant à un vaste public et en traitant les multiples aspects de la vie moderne (vie politique, économique, usage militaire de la propagande). Cette revue devint le phare de la vision géopolitique allemande, vision imprégnée de l'idée de la spoliation de l'Allemagne, de la défense de la germanité et de la nécessité pour un peuple de contrôler un espace vital dimensionné à sa mesure. Ainsi la géopolitique a indirectement permis à Haushofer de fonder ou de justifier les conditions concrètes de l'expansionnisme allemand.

Ce dernier épisode explique la **quasi-disparition de ce mot après la guerre**, du fait du discrédit très important qui fut jeté sur cette notion. Certes, les réflexions « géopolitiques » ont continué à exister et à progresser dans un contexte international tendu marqué par la guerre froide et les diverses théories spatiales qui l'ont accompagnée (théorie des dominos, ...), mais le terme lui-même avait été trop connoté idéologiquement pour qu'il puisse encore être utilisé en toute neutralité.

Contre toute attente, ce mot qui aurait dû disparaître du lexique français tant il véhiculait de mauvais souvenirs, a pourtant resurgi au début des années 1980 ! D'abord dans une revue : la revue *Géopolitique* de Marie-France Garaud, ex-conseillère du président Pompidou ; puis dans les écrits d'Yves Lacoste, qui a modifié en 1983 le sous-titre de sa revue *Hérodote* pour y faire figurer le mot

« géopolitique ». Pour **Lacoste**, la nouvelle géopolitique traite fondamentalement des **rivalités entre unités politiques, à différents niveaux et selon différentes thématiques**.

La fin de la guerre froide aidant, la **géopolitique du 21ème siècle intègre dorénavant la plupart des grands débats contemporains** : la croissance de la population et l'urbanisation du monde ; les effet de serre, la gestion des ressources non-renouvelables et le développement durable ; la problématique des risques et le principe de précaution ; la démocratisation du monde ; les expressions culturelles ou religieuses et la montée des fondamentalismes ; etc... Cette nouvelle géopolitique retrouve ainsi une certaine modernité dans son discours, d'où son succès indiscutable.

Sources :

Sites et blogs

- Geoconfluences
- Hypergéo
- espacetemps.net
- Blog : géographie de la ville en guerre

Revue

- Hérodote
- Conflits

Ouvrages

- Amael Cataruzza, *Atlas des guerres et des conflits*, Autrement, 2013
- Stéphane Rosière, *Géopolitique et géographie politique*, Ellipses, 2003
- Yves Lacoste, *Dictionnaire de géopolitique*
- Franck Tétart, *Géographie des conflits*, 2012